



## bulletin d'analyses et de discussions marxistes

[www.npa-debatrevolutionnaire.org](http://www.npa-debatrevolutionnaire.org)

n°1 - vendredi 20 mars 2009

Dans ce numéro :

- Pourquoi une lettre électronique Débat révolutionnaire ?
- Après le 19 mars, donner une issue aux luttes sociales

### Pourquoi une lettre électronique Débat révolutionnaire ?

Les signataires de ce texte, toutes et tous membres du NPA, ont décidé d'initier cette lettre électronique, « Débat révolutionnaire », bulletin d'analyses et de discussions marxistes, parce qu'il leur semble que l'un des principaux enjeux après le congrès de fondation du NPA est de convaincre du caractère indispensable du marxisme comme théorie des luttes d'émancipation, et comme instrument pour faire du nouveau parti un véritable parti des travailleurs.

La fondation du NPA est un fait politique qui marque une étape importante pour l'évolution du mouvement révolutionnaire, pour celles et ceux qui refusent de payer les frais de la crise du capitalisme, plus largement pour l'ensemble du mouvement ouvrier confronté à sa propre renaissance au moment où les classes capitalistes connaissent une crise historique sans précédent. C'est bien la signification qu'elle a prise tant pour le patronat et le gouvernement que pour la gauche institutionnelle.

Par lui-même, le fait d'engager le processus de fondation d'un nouveau parti pour une transformation révolutionnaire de la société pour construire un réel parti des travailleurs, des opprimés, des jeunes au cœur des bouleversements économiques, sociaux, politiques que connaît le monde, est un défi.

Il rompt avec les méthodes « par en haut » pour penser la construction du parti comme un processus lié aux évolutions des consciences, aux luttes, dont il est lui-même acteur. Il rompt avec les conceptions dogmatiques qui renvoient à un passé figé pour écrire une nouvelle page, riche des expériences du passé mais résolument ouverte sur l'avenir.

La nouvelle étape qui vient d'être franchie marque pour cela un tournant, un saut qualitatif, pourrions-nous dire.

Depuis l'effondrement du stalinisme et des partis qui en étaient issus, accompagné de l'intégration de la social-démocratie aux politiques libérales, il y a eu bien des tentatives de répondre à cette crise historique du mouvement ouvrier : l'appel sans suite d'Arlette Laguiller à un parti des travailleurs, les tentatives de recomposition par en haut engagées par bien des groupes de la IV<sup>ème</sup> Internationale, la construction abstraite et manipulatrice dont le POI est le résultat... L'apport nouveau du NPA est qu'il engage un processus démocratique et révolutionnaire qui fait des travailleurs eux-mêmes, des opprimés, des jeunes, les acteurs de la construction de leur parti, qui ne craint aucune démocratie, aucun débat, aucune confrontation.

Loin de nous la volonté d'idéaliser quoi que ce soit. Bien des illusions et des ambiguïtés, des confusions entre réforme ou révolution, des calculs électoralistes, des méfiances à l'égard de la démocratie peuvent exister. Les faiblesses sont multiples dont surtout la faible implantation dans les entreprises. Mais un fait politique est là, il vit, il répond aux besoins du moment, il s'impose à tous. Il est là et notre tâche collective est de contribuer à sa croissance, à lui donner des forces, à construire et affirmer sa forte personnalité, celle d'un parti ouvrier et populaire pour la lutte pour le pouvoir des travailleurs.

Nous sommes de ceux qui pensent que cette tâche passe par un vaste travail politique pour construire une cohérence, une homogénéité fondées sur une conscience de classe socialiste, communiste, une philosophie militante

Débat révolutionnaire est animé par des militants du **Nouveau Parti Anticapitaliste**

Raymond Adams - Pascal Adams - Alex Bachmann - Gérard Barthélémy - Cathy Billard - Jean-François Cabral - Michel Deboeuf  
Sébastien Di Nicolantonio - Séverine Duval - Yvan Lemaitre - Galie Trépère - Isabelle Ufferte

Pour nous contacter, écrire à [dr@npa-debatrevolutionnaire.org](mailto:dr@npa-debatrevolutionnaire.org)

---

fondée sur la compréhension de la lutte des classes comme le moteur de l'histoire qui conduit à un monde débarassé de l'exploitation et de l'oppression, le communisme. Cette compréhension, c'est le marxisme.

Construire un cadre commun à des militants, des courants aux histoires différentes, tenter de dégager le meilleur de ces expériences, qui sont les objectifs même de l'ensemble des initiateurs du NPA, nécessite une méthode politique qui permette d'élaborer une compréhension commune de la période et des tâches. Cette méthode, c'est le marxisme. Non un marxisme rabaisé au rang d'une idéologie, non un dogme ou des références toutes faites au passé mais bien une méthode de pensée matérialiste, militante, révolutionnaire vivante dont personne, et surtout pas les initiateurs de ce bulletin, n'est le dépositaire, un marxisme à écrire par notre propre activité militante.

Nous voudrions, avec nos moyens, contribuer à cette écriture.

La plupart des militantes et des militants qui initient cette nouvelle lettre électronique éditaient en tant que militants de la LCR une lettre intitulée « Débat militant ». Débat militant entendait contribuer à ce que se constitue un cadre permettant le regroupement démocratique des militants des organisations révolutionnaires, de ceux venant des vieux partis de la gauche institutionnelle, de militants syndicalistes, de jeunes, de militants associatifs... Nous écrivions en nous définissant en 2001 : « Les dernières années de développement capitaliste où le marché devait apporter la démocratie et le progrès ont en fait créé les conditions d'une nouvelle crise qui débouche sur une phase de tensions aiguës entre les grandes puissances et les peuples, entre les classes et entre les grandes puissances elles-mêmes. De nouveaux rapports de force vont se créer, bouleversant les équilibres antérieurs. Le maintien de la domination impérialiste sur le monde, la lutte pour un nouveau partage du monde qui s'engage entraîneront conflits, explosions sociales qui, hors d'une intervention des travailleurs et des peuples, sont lourds de menaces pour toute l'humanité.

Cette nouvelle situation fonde la nécessité d'un redéploiement du mouvement ouvrier sur des bases démocratiques et révolutionnaires. »

Nous y sommes. La crise a pris toute sa dimension globale alors que nous réussissions à créer ce cadre de regroupement militant même si le regroupement des révolutionnaires dans un même parti reste une étape à venir. C'est la conjonction entre la crise globalisée, la nouvelle montée des luttes et des mobilisations et la fondation du NPA qui donne toute sa portée, sa force et sa vigueur au nouveau-né. Elle définit aussi les responsabilités de toutes celles et ceux qui se sont, ensemble, engagés dans le processus. Non seulement l'extrême gauche ne peut limiter son rôle à celui d'opposants aux vieux partis réformistes social-démocrate ou stalinien comme elle fut contrainte de le faire dans le passé, non seulement elle doit prendre toutes ses responsabilités pour répondre aux besoins des luttes et des mobilisations, mais le parti des travailleurs que nous construisons doit fonder sa politique, sa stratégie sur les données de la nouvelle période qui lient toute revendication à la question du pouvoir. Dès maintenant, la nouvelle période pose la question de qui dirige la société, une oligarchie parasitaire ou les travailleurs et la population. C'est cette donnée essentielle qui définit notre stratégie et dans laquelle s'intègre notre travail, qui définit aussi le contenu de l'idée de démocratie révolutionnaire.

Aujourd'hui, de nouvelles tâches se présentent : travailler à construire la cohérence politique du NPA pour qu'au cœur des luttes sociales et politiques il devienne un instrument efficace pour œuvrer à la transformation révolutionnaire de la société, à la prise du pouvoir par les travailleurs, à la conquête de la démocratie ce qui suppose, dans le même temps, de continuer à œuvrer à unir les révolutionnaires. Cette lettre se propose de discuter des voies et moyens d'aider à l'accomplissement de ces tâches sans autre but que de contribuer à formuler des réponses qui correspondent aux intérêts de l'ensemble des militantes et militants du NPA. Elle n'a d'autre ambition que d'être, si elle y réussit avec ses modestes moyens, un apport à ce qui est pour nous l'essentiel, le travail collectif au sein du NPA à tous les niveaux de responsabilité pour renforcer le processus engagé. Elle est ouverte aux collaborations de toutes celles et tous ceux qui veulent prendre leur place dans ce débat quelle que soit la filiation politique dont ils se revendiquent, aux échanges. Il ne s'agit nullement de débattre entre « marxistes » auto-proclamés mais bien de débattre avec tous celles et ceux qui veulent changer le monde. Quoi de plus enthousiasmant que de travailler collectivement à relever le défi de la nouvelle époque qu'ouvre la crise globalisée du capitalisme pour donner tout leur contenu pratique et militant aux idées du socialisme et du communisme, de la révolution...

Alors, camarades, tous ensemble, faisons vivre la démocratie révolutionnaire....

Raymond Adams, Alex Bachmann, Gérard Barthélemy, Cathy Billard, Jean-François Cabral, Michel Deboeuf, Sébastien Di Nicolantonio, Séverine Duval, Yvan Lemaitre, Galia Trépère, Isabelle Ufferte

[Au sommaire](#)

---

## Après le 19 mars, donner une issue aux luttes sociales

Un immense succès ! Après le 29 janvier, la journée du 19 mars aurait pu apparaître comme une journée de plus, sans véritable perspective. Il n'en a rien été. Le succès des manifestations prouve sans conteste que le mécontentement est considérable et qu'on assiste sans doute à un mûrissement accéléré et à une politisation de la crise sociale qui pourrait déboucher sur un affrontement majeur avec le gouvernement et le patronat.

Cette politisation, ils la craignent tous, à droite comme à gauche. Le titre du Figaro lundi était d'ailleurs assez explicite : « Besancenot et l'extrême gauche veulent politiser la grève de jeudi ». Une inquiétude manifestement partagée par un proche de Martine Aubry cité dans le Parisien le lendemain : « Si le PS rentre dans la manifestation, alors le NPA d'Oliver Besancenot voudra le faire aussi. Et cela, les syndicats n'en veulent pas ». Ils craignent probablement avec raison qu'une intervention des partis politiques ne profite dans la situation actuelle qu'aux plus radicaux.

Laurent Fabius l'a d'ailleurs expliqué avec une certaine franchise, sur France 5 : « Si la politique du gouvernement ne change pas, je crains qu'au printemps –je dis je crains parce que c'est un risque que personne ne peut souhaiter- devant cette situation désespérante, il y ait de mouvements profonds et effectivement radicaux de révolte ». C'est ce mélange de radicalité sociale et de politisation qui pourrait être détonnant. Et finalement assez réjouissant de notre point de vue.

Mais une fois passée cette première impression, sans doute un peu flatteuse pour le NPA, il convient d'analyser la situation avec circonspection. Dans les faits, ce sont les directions syndicales qui ont décidé jusqu'à présent ce qu'elles voulaient. Il est évidemment souhaitable que le succès des manifestations et des grèves finisse par bousculer leurs prévisions, et cela paraît d'autant plus envisageable que le contexte lui-même marqué par une crise sans précédent pousse dans ce sens. Mais la possibilité de transformer cette potentialité en un mouvement réel de contestation ne se produira pas non plus par la simple force des choses. Ce qui nous renvoie inévitablement à notre responsabilité en tant que parti, et à la nécessité d'approfondir notre réflexion sur la politique qu'il faudrait mettre en œuvre pour donner une issue réelle au mouvement qui est en train de se chercher sous nos yeux.

Ce n'est pas simple. Provoquer un large mouvement de sympathie et rencontrer un écho bien réel comme c'est le cas aujourd'hui pour le NPA est une chose. Mais c'en est une autre d'avoir les moyens de faire franchir au mouvement actuel une nouvelle étape qui se traduirait par le déclenchement d'un mouvement de grève reconductible susceptible de se généraliser dans plusieurs secteurs, seul à même de changer durablement le rapport de force.

De ce point de vue, l'expérience de la grève générale aux Antilles est évidemment une source d'espoir. Mais c'est aussi une expérience qui nous interroge. Car elle pose un problème politique : celui d'arriver à concevoir de manière cohérente une démarche unitaire, indispensable si l'on veut rassembler les forces du monde du travail, et une politique de construction qui donne au NPA les moyens de le faire dans la clarté, et sur des objectifs qui permettent de surmonter l'obstacle des directions syndicales et de tous ceux qui ont intérêt à cantonner les luttes à une simple protestation sans lendemain.

### L'approfondissement de la crise prépare un affrontement

La crise ne cesse de s'étendre mais surtout révèle chaque jour de nouveaux dégâts tant sur le plan financier qu'industriel. Avec des chiffres impressionnants au niveau du chômage : sans doute entre 30 et 50 millions de chômeurs dans les pays de l'OCDE.

Les mois passent et l'hypothèse d'une sortie de crise s'éloigne d'autant. Les plans de sauvetage des banques sont sans cesse rediscutés - en particulier aux Etats-Unis - tant leur efficacité semble douteuse, car personne ne sait exactement jusqu'où ont été disséminés les « produits toxiques » qui ont gangrené l'ensemble du système. Et surtout ils coûtent cher : même la première puissance du monde a évidemment quelques difficultés à dépenser d'un coup près de 3000 milliards de dollars pour sauver ses banques ! Facteur aggravant, il n'est pas assuré non plus que les Chinois - eux-mêmes confrontés aux défis de leur propre économie et de leur marché intérieur insuffisamment développé - acceptent indéfiniment de placer leurs économies dans les bons du trésor américains...

Quant aux plans de relance de l'économie, dans le domaine de la production, ils frappent au contraire par leur relative modestie : en général les sommes allouées sont dix fois moindres. Fait encore plus significatif : la difficulté pour les puissances impérialistes de s'entendre et de se cordonner un minimum entre eux. Que ce soit à l'échelle du G7, du G20 ou de l'Union européenne, la tentation d'un retour à « l'égoïsme sacré » refait surface, même si d'expérience les bourgeoisies savent qu'un repli protectionniste ne ferait sans doute qu'aggraver la crise.

Ce qui frappe surtout, ce sont les choix de classe que tous ces plans révèlent. Ils frappent l'opinion par leur cy-

---

nisme et contribuent à accroître la colère, partout dans le monde, des centaines de millions de travailleurs et de pauvres qui commencent à en faire les frais. Tout le monde le constate : il n'y a pas d'argent pour les salaires, pour les services publics, ni pour développer les activités utiles au pays et satisfaire les besoins sociaux, mais pour sauver les banquiers, il y en aura toujours !

Pire encore : la brutale aggravation de la crise n'a pas empêché bon nombre d'entreprises, notamment en France, de terminer l'année 2008 en fanfare. Total annonce 14 milliards de bénéfices mais s'apprête à licencier 300 travailleurs dans l'une de ses raffineries. Continental est un trust à l'échelle planétaire aux réserves financières encore considérables mais il faudrait selon la direction fermer des usines préventivement, dont celle de Clairoix dans l'Oise !

C'est la confirmation qu'une confrontation majeure nous attend avec l'ensemble de la classe capitaliste. Les différentes bourgeoisies peuvent être divisées entre elles, minées par leurs intérêts rivaux, incapables de s'entendre pour coordonner leur action économique. Mais face à la nécessité de faire payer intégralement cette crise aux classes populaires, elles seront unanimes et parfaitement déterminées à aller jusqu'au bout !

Il n'y a donc aucune illusion à avoir. La bourgeoisie n'est pas prête à concéder la moindre miette, même pour faire croire qu'il y aurait encore un « compromis social » à négocier. Tout simplement parce que ses marges de manœuvre sont en train de disparaître, après avoir empoché des super profits pendant des années. Sarkozy peut faire mine d'associer les directions syndicales à de nouvelles discussions sur les « réformes nécessaires », il n'aura rien à leur concéder de substantiel. Et c'est bien là où la politisation des luttes est inscrite dans l'évolution des rapports sociaux et politiques, la politisation, c'est-à-dire l'inévitable affrontement avec le pouvoir. Contrairement à ce que disait Bernard Thibault dans son interview au Monde, le problème n'est pas de reprocher au gouvernement de se lamenter au lieu d'agir. Il est de changer le rapport de force en faveur des travailleurs et des classes populaires afin d'imposer un autre partage des richesses.

### **L'exemple des Antilles ou la dimension politique de la grève générale**

Les nombreux mouvements récents dans l'enseignement supérieur, ou celui qui a démarré au mois de janvier à la Poste dans le département des Hauts-de-Seine, les luttes contre les licenciements, les révoltes qui éclatent dans bien des entreprises indiquent que le succès de la journée du 19 après celle du 29 janvier participent d'un profond mouvement de mécontentement et d'une nouvelle prise de conscience.

Dans ce contexte, la grève générale dans les Antilles apparaît non seulement comme un espoir de victoire possible mais aussi comme riche d'enseignements.

En Guadeloupe, la grève a rapidement pris l'allure d'une explosion sociale gagnant toutes les couches de la population. Mais elle n'est pas partie de rien. Elle a été longuement préparée, à la base, dans les entreprises, avant d'être votée dans des assemblées générales suivies de piquets de grève le 20 janvier. Elle s'est ensuite étendue, touchant tous les secteurs du public et du privé, avant de gagner la Martinique où la grève est devenue générale à partir du 5 février. Fait notable, le LKP (Lyanna Kont Pwofitasyon ou Collectif contre l'exploitation outrancière) regroupait certes une cinquantaine d'organisations syndicales, associatives, politiques. Mais à la direction des principales organisations syndicales, ce sont souvent des militants d'extrême gauche ou issus de l'extrême gauche qui ont joué un rôle décisif, ce qui n'est quand même pas banal, aussi bien à l'UGTG qu'à la CTU et à la CGTG.

Deux autres caractéristiques ont incontestablement permis au mouvement de gagner à la fois en force et en crédibilité. Il y a d'abord eu la clarté des revendications, ce qui est d'ailleurs assez paradoxal. Car avec une liste de 126 mesures revendiquées par le LKP, ce long catalogue aurait pu noyer la lutte dans un fourre-tout. Il n'en a rien été. Les mesures ont abordé de fait tous les aspects de la vie sociale et politique, sans oublier l'aspect colonial, mais avec une préoccupation : celle de contester la légitimité des patrons, notamment les Béké, à gouverner l'île. En même temps, le LKP n'a pas oublié qu'un mouvement a besoin d'une victoire substantielle même sur un seul point, qui change immédiatement le sort des travailleurs les plus exploités. C'est la raison pour laquelle la lutte s'est finalement cristallisée sur la revendication des 200 euros, et c'est la raison pour laquelle elle a aussi immédiatement rencontrée un large écho en métropole.

La démocratie a été une autre caractéristique majeure. Dès le début du conflit, les négociations ont été retransmises sur les radios et à la télévision, et l'habitude a été prise d'accompagner les négociateurs à leurs réunions par d'importants cortèges. Tant il est vrai que des responsables syndicaux prêts à aller jusqu'au bout des possibilités d'un mouvement n'ont rien à cacher !

Rien de tel n'est évidemment comparable ou reproductible en France. Les directions syndicales une nouvelle fois ont fait la démonstration inverse en retardant le plus longtemps possible la mise en place d'une nouvelle journée après celle du 29 janvier, de telle sorte qu'il n'y ait pas de convergence avec les Antilles ni avec d'autres mouve-

---

ments comme celui des universités. Quant aux partis de gauche, ils peuvent toujours signer des « déclarations communes » à l'initiative du NPA, cela ne résout évidemment pas le problème. Car soit ces déclarations sont insignifiantes, en appelant à soutenir des journées d'action qui vont réussir de toute façon -alors qu'il n'y a pas un mot sur les suites à donner- soit les partis en question souhaitent y mettre davantage de contenu, mais c'est pour esquisser des « solutions économiques » qui sont au mieux destinées à moraliser le fonctionnement du capitalisme sans rien changer sur le fond. Or nous n'avons évidemment aucun intérêt à donner du crédit à ceux qui voudraient faire croire qu'un mouvement social à peine esquissé n'a d'autres perspectives et d'autre « débouché politique » que des élections et un vague programme antilibéral !

### **Politisation, unité et démocratie dans le monde du travail et dans les milieux populaires**

Par delà les différences, la grève générale aux Antilles et la mobilisation qui s'y poursuit pour faire appliquer les accords nous indique les éléments qu'il nous faut combiner pour approfondir le mouvement en cours : unir les forces de la classe ouvrière en dépassant les clivages corporatistes ou syndicaux et favoriser partout la démocratie pour que s'expriment les exigences du monde du travail contre la politique du gouvernement et du patronat.

C'est l'enjeu d'une véritable politique unitaire qui s'adresse sans exclusive à l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier, partis, syndicats ou associations. Mais elle suppose pour être efficace que nous soyons capables de clarifier les objectifs que nous voulons atteindre : un programme incluant des revendications claires, unifiées, mobilisatrices, qui répondent aux préoccupations des salariés, des chômeurs, des précaires, des retraités, des jeunes, de celles et ceux qui ont intérêt sans attendre à se révolter contre ce gouvernement et contre la classe capitaliste ; et un plan d'action défini de telle sorte que chaque journée d'action, chaque « temps fort » s'inscrive dans la perspective d'une grève reconductible.

Une telle démarche dépend de l'intervention des travailleurs eux-mêmes pour discuter de leur propre mouvement, de leurs propres revendications. C'est une condition indispensable si l'on veut éviter les deux dangers qui nous guettent inévitablement : soit des déclarations communes mais vides de contenu, soit des appels sans doute plus satisfaisants sur le fond mais purement propagandistes et sans rencontrer l'accord de quiconque. Ces écueils nous guettent d'autant plus que même à gauche de la gauche, certains partis ont manifestement du mal à défendre une revendication aussi indispensable que l'interdiction de licenciements...

Convaincre les camarades de la Fédération, les Alternatifs, les Communistes unitaires, et bien d'autres -notamment dans les rangs syndicaux- ainsi que les camarades de Lutte ouvrière qui sont d'accord sur les revendications mais ont du mal à concevoir une politique unitaire, suppose donc que la pression vienne des salariés eux-mêmes et que nous soyons capables d'entraîner à la base des équipes militantes, syndicales et politiques, afin qu'eux-mêmes puissent faire entendre leurs exigences à leur propre direction. Et c'est sans doute possible, comme le montrent d'ores et déjà certaines initiatives, qu'elles soient locales comme à Carhaix, ou départementale comme celles des métallurgistes du Nord, des initiatives qui sont susceptibles de faire évoluer les rapports de force, bousculer les routines, agir politiquement sur l'ensemble des militants et des travailleurs.

En même temps, la situation exige que nous cherchions à débattre démocratiquement des objectifs que nous voulons atteindre sans être prisonnier des formules toutes faites, notamment sur la grève générale. L'idée qu'une grève générale devrait s'imposer dans la situation actuelle est sans doute bien plus populaire qu'avant. Mais la formule en tant que telle ne résout pas le problème de savoir comment nous allons faire les premiers pas pour aller dans cette direction. Nous n'avons donc aucun intérêt à opposer cette perspective à la possibilité de nous retrouver à l'occasion de nouvelles journées d'action, ensemble ou séparément dans les secteurs où cela se pose de manière plus évidente.

C'est ainsi qu'encouragés par le mouvement des universités, des enseignants du primaire et du secondaire sont en train de s'organiser pour faire du mardi 24 un nouveau temps fort, ce qui pousse au passage certaines fédérations de l'éducation à envisager la possibilité d'accélérer le mouvement. Auquel cas, c'est à un autre scénario que l'on pourrait assister, bien différent de celui de l'année dernière dans la fonction publique : non pas multiplier les journées d'action dans le seul but d'épuiser les troupes, mais inscrire dans le calendrier des temps forts à des dates rapprochées qui seraient autant d'occasions de faire le lien entre les plus déterminés et ceux qui sont certes regonflés après avoir contribué au succès du 19 mars mais hésitent encore à se lancer directement dans l'aventure de la grève reconductible.

Ce qui suppose qu'à notre échelle, nous soyons en même temps capables d'intervenir plus efficacement en nous donnant les moyens politiques, militants, organisationnels pour gagner davantage d'influence et changer le rapport de force.

### **Renforcer notre influence dans le monde du travail**

---

C'est aussi pour cette raison qu'il nous faut revenir brièvement sur l'expérience de la Guadeloupe et les difficultés qui nous guettent. Car il y a évidemment une question d'échelle. Rien ne se serait passé sans l'action résolue de militants d'extrême gauche ayant gagné suffisamment d'influence pour jouer un rôle déterminant. Or Guadeloupe, pour ne prendre que cet exemple, c'est moins de 450 000 habitants, beaucoup moins que la Seine-Saint-Denis, et des appareils syndicaux assez peu étoffés, sans doute plus sensibles aux pressions de la base, si on compare avec la CGT ici en France.

Cette différence d'échelle n'est certes pas insurmontable. Mais elle nous oblige non seulement à penser notre propre action en termes politiques, en exprimant à chaque étape les dynamiques réelles du processus en cours, ses potentialités, mais également à nous donner les moyens de renforcer notre influence et les possibilités concrètes, militantes, de notre intervention.

C'est la raison pour laquelle une politique unitaire dans les luttes ne doit pas être opposée mais au contraire combinée avec la préoccupation de construire le parti en cherchant à l'implanter y compris de manière volontariste dans les entreprises, là où les gens font grève.

Ce n'est évidemment pas une recette de cuisine organisationnelle, mais bien un problème politique. Car se tourner vers les entreprises, c'est d'abord faire le choix d'y être, et pas seulement à la porte en distribuant des tracts (même si bien sûr on peut commencer par là). C'est indispensable si l'on veut gagner la confiance des gens, durablement, pour pouvoir leur proposer de manière crédible une politique indépendante des directions syndicales.

Mais pour y arriver, il faut aussi en clarifier les enjeux, en essayant d'éviter deux tentations : celle qui consiste à vouloir conseiller les directions syndicales, car c'est une illusion, et celle qui chercherait à se substituer entièrement aux syndicats en tant qu'organisation, avec l'illusion que le NPA pourrait tout faire, et en particulier « déclenche des grèves » à lui tout seul. Tenir les deux bouts d'un même raisonnement signifie nous battre dans les organisations syndicales pour gagner le maximum de militants à une orientation différente, tout en mettant en place dès que possible dans les luttes des structures démocratiques qui rassemblent largement les travailleurs bien au-delà des seuls rangs syndicaux, avec des comités de grève et des coordinations contrôlés par les grévistes eux-mêmes. Ce qui suppose de conserver également en toute circonstance la possibilité d'une expression politique propre sous forme de publication régulière du parti dans les entreprises.

Dans cette perspective, l'enjeu n'est pas seulement de gagner de l'influence, en profitant de la popularité de notre porte-parole et de l'écho grandissant que rencontrent nos idées. Il s'agit d'organiser de manière durable des travailleuses et des travailleurs dans toutes les entreprises et en particulier dans le privé, ainsi que des jeunes issus des quartiers populaires, de telle sorte qu'ils trouvent réellement leur place dans le NPA. Ce qui suppose au minimum d'avoir la volonté de construire davantage de comités dans les entreprises, améliorer la conception de nos réunions, et continuer à approfondir notre réflexion sur la presse et le système de formation.

Alors bien sûr, il y a forcément une certaine discordance entre un travail de construction qui exige du temps et les problèmes qui se posent à nous immédiatement après le 19 mars. Mais notre politique se fonde sur un approfondissement du mouvement en cours, une politisation, qui accéléreront les prises de conscience sur la nécessité de s'organiser et mener une politique de classe indépendante, dans le même temps que se radicaliseront les mobilisations. Le succès du 19 après celui du 29 janvier indique sans ambiguïté que c'est bien là l'enjeu majeur aujourd'hui, et un sujet des discussions avec les travailleurs, parmi les militants et au sein du NPA.

Jean-François CABRAL

[Au sommaire](#)